



# La Lettre de l'Afrique

[www.lalettredelafrique.fr](http://www.lalettredelafrique.fr)

N° 66 Mars 2017

La Lettre de l'Afrique est une publication trimestrielle de réflexion sur l'actualité

## Sommaire

Edito  
Où est  
l'Afrique ?

Aide publique  
au développement ?

Le Nord de  
l'Afrique

L'État islamique  
et la Libye

Le Soudan du Sud :  
de l'indépendance  
à la famine

Djibouti,  
la France  
et le monde

Livres

Télégrammes



## Aide publique au développement ?

L'aide publique française au développement est encore loin de l'objectif de 0,7% du revenu national brut (RNB), fixé dans le cadre des Nations Unies. Elle a plutôt tendance à baisser depuis plusieurs années et est actuellement inférieure à 0,4% du RNB. Elle est répartie sur l'ensemble des pays du monde concernés par l'aide publique, avec cependant une préférence historique pour l'Afrique francophone qui recueille près de la moitié des interventions de l'Agence Française de Développement (AFD). Elle est composée de prêts et de dons, mais la part de ces derniers va diminuant.

Alors que l'aide publique au développement est critiquée non seulement pour son insuffisance mais aussi dans sa conception même, il est sans doute plus que jamais nécessaire de chercher à construire une coopération d'esprit égalitaire sur la base des intérêts réciproques des pays développés et des pays en voie de développement.

En attendant, il n'en apparaît que plus utile d'encourager davantage les investissements privés des entreprises françaises dans les pays en voie de développement et notamment en Afrique. □

É  
D  
I  
T  
O

## Où est l'Afrique ?

Beaucoup d'Africains amis de la France constatent avec regret que la question des relations avec l'Afrique est pratiquement absente des programmes et des déclarations des principaux candidats à l'élection présidentielle française.

Beaucoup de francophones amis de la France, en Afrique où ils sont les plus nombreux mais aussi sur les cinq continents où ils sont présents, s'étonnent de voir la francophonie quasiment absente dans les débats qui précèdent cette élection.

Certains y voient la conséquence d'un effacement progressif

de Paris devant l'Union Européenne, supposée remplacer ses membres dans la coopération avec le Sud en général et avec l'Afrique en particulier. D'autres y voient plus largement le signe d'une réduction continue de l'intérêt pour l'Afrique dans les cercles dominants de l'opinion publique en France. D'autres enfin s'interrogent sans trouver de réponse.

Tous en tout cas espèrent, malgré tout, un renouveau de l'initiative française dans la fraternité franco-africaine.

Cela étant, il faut bien voir que si les entreprises françaises, du moins parmi les plus grandes, ont entretenu leur culture africaine, le secteur public aura besoin de reconstituer ses effectifs d'africanistes aujourd'hui trop peu nombreux. Il y faudra un peu de temps. Raison de plus pour que la nécessaire volonté politique s'affirme avec force et constance.

## REGULARISATIONS

Le nombre des Africains subsahariens au Maroc augmente. Rabat, qui avait procédé en 2014 à la

régularisation de la situation de 25.000 d'entre eux, engage une nouvelle phase de régularisation.

## Le Nord de l'Afrique

Parmi ceux qui au cours des dernières décennies ont cherché à relancer la coopération entre l'Europe et l'Afrique, il a été souvent dit que les cinq pays du nord du continent, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte, avaient vocation à faire lien entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne.

C'était prendre en compte mieux que par le passé leur situation géographique. C'était aussi mieux considérer la capacité nouvelle qui était la leur d'avancer vers le sud à travers le Sahara et vers le Nord à travers la Méditerranée. Cette perspective tendant à s'affirmer de plus en plus dans l'opinion européenne, on était en droit de s'attendre à ce que les capitales des grands pays de l'Union prennent des initiatives concrètes.

Mais voici qu'en quelques années les milieux dirigeants des pays européens, tant dans la classe politique que dans les médias, ont changé de regard et que leurs actions ont pris un autre sens. Désormais, ils ont tendance à considérer que les pays du nord de l'Afrique doivent d'abord être appelés non plus à former des ponts entre le Nord et le Sud, mais à dresser des obstacles sur les chemins des migrants subsahariens en marche vers l'Europe. On s'est en effet mis à craindre en même temps que des étrangers de plus en plus nombreux viennent prendre les emplois déjà trop insuffisants des européens, que des terroristes se glissent parmi les migrants, et que les identités européennes soient submergées par des vagues successives



de populations différentes venant d'Afrique comme du Proche et du Moyen-Orient.

Les choses ont commencé à tourner dans ce sens après que la chute du Colonel Kadhafi en 2011, provoquée d'ailleurs par l'intervention militaire franco-britannique avec l'appui de l'OTAN, ait ouvert la Libye à tous les passages. Peu après, la guerre contre l'État islamique en Irak et le conflit syrien ont déclenché des mouvements massifs de migrants vers la Turquie, la Méditerranée

(suite page 2)



## Le Nord de l'Afrique (suite)

orientale et l'Europe en général. Devant ces migrations, les réactions en Europe ont été de plus en plus négatives, même si les manières de faire et de dire ont été différentes. La Hongrie et la Pologne ont refusé tout accueil. La France, toujours hospitalière en principe, s'est effrayée de quelques dizaines de milliers de sans-papiers dans ses grandes villes et à Calais. L'Allemagne de la Chancelière Merkel a voulu accueillir en 2016 un million de migrants venant du Proche-Orient, tandis que l'Allemagne de ses opposants lui en faisait procès.



Dans la surenchère défensive qui a ainsi pris le dessus en Europe, il n'a plus été question de prendre en considération le besoin qu'a l'Europe d'une immigration conséquente, tant pour compenser sa faible fécondité qu'afin de pourvoir les emplois non tenus par les Européens ou, à l'inverse, d'accueillir des spécialistes africains de haut niveau. Dans ce même contexte, il n'a plus été question non plus de tenir compte de la capacité d'accueil des pays européens qui est objectivement bien plus grande qu'on ne le dit.

C'est ainsi que l'Union européenne en est venue à rechercher la possibilité d'obtenir de certains pays qu'ils réduisent les flux migratoires venant vers eux et vers l'Europe, soit



en les stoppant à leurs frontières extérieures, soit en les installant chez eux dans des camps ou autrement. La Turquie a accepté de jouer ce rôle, moyennant une subvention considérable et la réouverture des négociations de rapprochement avec l'Union européenne.



Des demandes de même sens ont été adressées sous des formes diverses aux pays musulmans du Nord de l'Afrique. Quatre d'entre eux ont des régimes stables avec lesquels on peut traiter. Mais ce n'est pas le cas de la Libye où deux autorités principales se partagent l'Est et l'Ouest de manière incertaine et où des groupes armés agissent un peu partout séparément et sans contrôle. D'où l'idée de donner appui à l'un ou l'autre

des pouvoirs en présence, afin qu'il arrive à contrôler tout le pays. D'où l'idée aussi, si cette manœuvre ne réussit pas, d'une nouvelle intervention militaire occidentale en Libye, étant entendu qu'elle serait d'abord présentée comme visant à lutter contre ce que l'on appelle « la menace terroriste ».

Comment se satisfaire d'une telle situation et de telles perspectives ? □

## L'État islamique et la Libye

**L**es djihadistes se réclamant de l'État islamique sont devenus de plus en plus actifs en Libye au cours des deux dernières années. Ils ont profité de l'état de désordre dans lequel le pays se trouve depuis la chute du Colonel Kadhafi en 2011. Leur présence est aussi une conséquence de la réduction du territoire de Daesh en Irak et en Syrie sous les coups de la coalition occidentale en Irak et du régime de Damas ainsi que des autres forces hostiles à Daesh en Syrie.

Dans une première phase, les djihadistes de l'État islamique ont pris le contrôle de la ville de Syrte et de sa région sur près de 300 km de littoral. Entre fin novembre et début

décembre 2016, ils en ont été chassés par diverses forces libyennes agissant plus ou moins conjointement. Mais ils se sont dispersés dans le pays où ils se manifestent par de nombreux attentats de l'Est à l'Ouest dans toute la moitié Nord de la Libye. Indépendamment des aides qu'ils peuvent encore recevoir du dispositif central de Daesh en Irak et en Syrie, ils trouvent sur place en Libye des moyens de se financer et, bien entendu, des armes à profusion.

L'évolution de la situation des djihadistes en Libye correspond à l'évolution générale de l'État islamique qui, au fur et à mesure qu'il perd le contrôle des territoires dans des affrontements militaires massifs, cherche à élargir son champ d'action géographique en



même temps qu'il oriente davantage ses méthodes vers la guérilla et l'action secrète.

Ce qui se passe en Libye d'une manière générale, concerne aussi et préoccupe les gouvernements des pays voisins, à commencer par l'Égypte et la Tunisie, ainsi que le Tchad, le Niger et l'Algérie. □



## Le Soudan du Sud : de l'indépendance à la famine

**L**e Soudan du Sud, 13 millions d'habitants sur 644 000 km<sup>2</sup> au centre de l'Afrique, dans la région du Haut Nil, est en crise majeure. Le gouvernement du pays et l'Organisation des Nations Unies viennent de déclarer l'état de famine dans plusieurs régions du nord. Cela signifie que de nombreux habitants ont commencé à mourir de faim.

Cette situation résulte de la guerre civile qui a éclaté fin 2013 entre le Président de la République, M. Salva Kiir et le Vice-Président M. Riek Machar. Le conflit comme la famine marquent un échec dramatique de l'indépendance du Soudan du Sud obtenue par séparation de la République du Soudan, avec l'appui des États-Unis et de quelques autres grandes puissances.

Tout avait pourtant bien commencé. Les populations du Sud, noires et principalement chrétiennes ou animistes, étaient enfin satisfaites d'avoir pu se séparer de l'ancien Soudan dominé par le pouvoir arabo-musulman de Khartoum. Elles disposaient de ressources agro-pastorales importantes ainsi que de richesses pétrolières déjà en exploitation, qui devaient assurer leur avenir. Mais les rivalités ethniques et régionales entre les Dinkas, proches du Président de la République et les Nuers proches du Vice-Président, qui s'étaient atténuées pendant la période de lutte pour l'indépendance, sont revenues en force.

Le Programme Alimentaire des Nations Unies appelle au secours,



signale l'urgence absolue et réclame sans délai une contribution internationale de plusieurs centaines de millions de dollars dans l'immédiat.

Le drame du Soudan du Sud conduit à s'interroger sur l'intérêt même de la partition de 2011. Il suscite en tout cas bien des questions sur le rôle joué en faveur de cette partition, par des puissances occidentales ou autres, plus attachées à affaiblir la République Musulmane du Soudan qu'à veiller à l'avenir des populations du Sud. Quoi qu'il en soit, l'ingérence des occidentaux dans cette affaire n'aurait-elle pas dû et ne devrait-elle pas s'accompagner d'une assistance au nouvel État en faveur de la paix civile ? □

## Djibouti, la France et le monde

**L**a visite à Paris le 28 février 2017 du Président de la République de Djibouti, M. Omar Guelleh, rappelle et souligne le prix de la relation d'amitié qui existe depuis un siècle et demi entre la France et Djibouti, en même temps que l'évolution du contexte dans laquelle cette relation se situe.

La République de Djibouti, petit État semi désertique de la Corne de l'Afrique, prend de plus en plus d'importance à cause de sa situation stratégique à l'entrée de la mer rouge et en raison de la politique de coopération régionale et de coopération militaire internationale menée par son Président.

900.000 habitants dont 60% dans la ville de Djibouti elle-même, sur un territoire de 23.200 km<sup>2</sup>, le pays jouxte l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie, tandis qu'en face de lui de l'autre côté du détroit de Bab el Mandeb au sud de la péninsule arabique se trouve le Yémen. Dessiné par la France qui l'a acheté en 1862 au Sultan de Tadjoura, le territoire alors presque inhabité n'a cessé de se développer après la construction du port de Djibouti en 1888, puis la mise en service en 1907 du chemin de fer entre Djibouti et Addis Abeba. L'indépendance relativement tardive est venue en 1977 après référendum. Le trafic portuaire et ferroviaire est au cœur de l'activité économique du pays. La France est encore le premier partenaire commercial et le lien francophone reste fort dans ce pays où le français est langue officielle au côté de l'arabe. Les bases militaires progressivement établies par les États étrangers procurent des revenus en devise non négligeables et contribuent à la stature internationale du pays.

La plus ancienne base militaire est celle de la France, créée en 1884. Elle a compté plus de 2000 hommes, puis s'est réduite en effectifs de plus d'un tiers, notamment à cause du départ de la demi-brigade de légion étrangère qui est allée s'installer à Abou Dhabi sous la présidence de Nicolas Sarkozy. La base la plus importante actuellement est



celle des États-Unis. Elle compte plus de 1800 hommes appartenant aux différentes armes et abrite dans son sein une station de la radio Voice of America. Le Japon a installé il y a peu de temps une base comptant 600 hommes, dans le cadre de la lutte contre la piraterie maritime. L'Allemagne dispose également depuis peu de temps d'une installation militaire inscrite dans le cadre de la lutte anti-terroriste. La Chine, enfin, est en train de finaliser la mise en place d'une importante base militaire disposant de quais de grande taille. Le gouvernement chinois a d'ailleurs accompagné cette création par une coopération économique et technique plus large, dans le cadre de laquelle il a financé la nouvelle liaison ferroviaire à grande vitesse entre Djibouti et Addis Abeba qui a été tout récemment inaugurée.

Dans ce contexte, à la fois permanent et nouveau, la relation avec Djibouti n'en est que plus importante pour la France, tant pour sa politique africaine que pour sa présence stratégique en Mer Rouge et dans l'Océan Indien. □



### Histoire mondiale de la France

Directeur d'ouvrage : Patrick Boucheron  
Collectif

"Ce ne serait pas trop de l'histoire du monde pour expliquer la France"

Jules Michelet, Introduction à l'histoire universelle (1831)

Voici une histoire de France, de toute la France, en très longue durée qui mène de la grotte Chauvet aux événements de 2015.

Une histoire qui ne s'embarrasse pas plus de la question des origines que de celle de l'identité, mais prend au large le destin d'un pays qui n'existe pas séparément du monde, même si parfois il prétend l'incarner tout entier. Une histoire qui n'abandonne pas pour autant la chronologie ni le plaisir du récit, puisque c'est par dates qu'elle s'organise et que chaque date est traitée comme une petite intrigue.

Réconciliant démarche critique et narration entraînante, l'ouvrage réunit, sous la direction de Patrick Boucheron, un collectif d'historiennes et d'historiens, tous attachés à rendre accessible un discours engagé et savant. Son enjeu est clair : il s'agit de prendre la mesure d'une histoire mondiale de la France, c'est-à-dire de raconter la même histoire – nul contre-récit ici – qui revisite tous les lieux de mémoire du récit national, mais pour la déplacer, la

dépayser et l'élargir. En un mot : la rendre simplement plus intéressante !

Ce livre est joyeusement polyphonique. Espérons qu'un peu de cette joie saura faire front aux passions tristes du moment.

Directeur d'ouvrage : Patrick Boucheron est professeur au Collège de France.

Coordination : Nicolas Delalande est professeur associé au Centre d'histoire de Sciences Po ; Florian Mazel est professeur à l'université Rennes 2 ; Yann Potin est chargé d'études documentaires aux Archives nationales ; Pierre Singaravélou est professeur à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Histoire

Éditions : Seuil

Date de parution : 12/01/2017

29,00 € TTC

800 pages

EAN 9782021336290

### Essai sur la colonisation positive

Affrontements et accommodements en Afrique noire 1830-1930

Marc Michel

Il y a comme une malédiction.

D'abord, on oublie des faits jadis connus de tout Français : par exemple, que la France et l'Angleterre furent au bord de la guerre pour un endroit perdu du Nil, Fachoda ; que des centaines de milliers d'Africains vinrent combattre en Europe ; que les Zoulous ont mis fin au rêve bonapartiste en tuant le prince héritier, etc.

Ensuite, on multiplie les inepties. On jauge la colonisation à l'aune de ses bienfaits ou de ses méfaits ; on prétend que les Africains ne sont pas "entrés dans l'Histoire" ; on assimile colonisation et extermination sans réaliser combien le jugement est anachronique et déplacé.

Marc Michel, historien spécialiste consacré des études africaines, passe au tamis de sa longue expérience cette lancinante question du "positif" et du "négatif" de la colonisation. Dans un essai passionnant, il remet à l'endroit un siècle et demi d'histoire coloniale.

Professeur émérite à l'université de Provence, Marc Michel a publié notamment une biographie de Gallieni, *L'Appel à l'Afrique (1914-1918)*, *Décolonisations et émergence du tiers monde*.

Prix Jean Sainteny 2009 de l'Académie des Sciences morales et politiques

Éditions : Perrin

Date de parution : 09/04/2009

22 € TTC

Broché. 432 pages

ISBN-10: 2262024863



## TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

### Union Africaine

• 30 janvier 2017 : M. Smail Chergui, Algérien, Président sortant du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, est réélu pour quatre ans.

### France - Algérie - colonisation

• 14 février 2017 : M. Emmanuel Macron, ancien ministre et candidat à l'élection présidentielle en France est en visite à Alger. Au cours d'une interview, il déclare que "la colonisation est un crime contre l'humanité". Vives réactions en France.

### Tunisie - Allemagne

• 15 février 2017 : Visite à Berlin du Premier Ministre tunisien. La question du rapatriement des migrants clandestins tunisiens est mise en exergue dans les médias allemands, alors que la visite a largement pour objet l'ensemble des relations bilatérales. Le chef du gouvernement tunisien déclare que la Tunisie a l'ambition d'être un trait d'union entre l'Afrique et l'Allemagne.

### Niger

• 22 février 2017 : Seize soldats nigériens tués et dix-huit blessés, lors d'une attaque rebelle à cent kilomètres de Niamey, près de la frontière malienne. Le Président nigérien demande des renforts français dans cette zone.

### Maroc - Guinée

• 23 février 2017 : Visite de travail et d'amitié du Roi du Maroc à Conakry. Signature d'accords de coopération entre le Maroc et la Guinée.

### République Démocratique du Congo

• 24 février 2017 : Le Conseil de Sécurité des Nations Unies demande aux responsables politiques congolais de mettre effectivement en place l'accord intérimaire de fin décembre 2016, qui doit permettre d'organiser dans de bonnes conditions l'élection présidentielle fin 2017. Il s'agit en premier lieu de s'entendre sur le choix du Premier Ministre. Les divisions de l'opposition, après le décès du leader historique Etienne Tshisekedi, compliquent le choix.

### Maroc - Côte d'Ivoire

• 25 février 2017 : Visite du Roi du Maroc à Abidjan.

### Burkina Faso - Afrique

• 25 février 2017 : ouverture à Ouagadougou du Festival Panafricain du cinéma et de l'audiovisuel (FESPACO), qui se tient tous les deux ans dans la capitale burkinabe depuis 1969.

### Mali - Allemagne - ONU - France

• 28 février 2017 : L'Allemagne confirme le renforcement significatif de sa participation à la Mission des Nations Unies pour la Sécurité du Mali (MINUSMA). Son contingent, qui est passé en trois mois de 150 à 800 hommes, va atteindre 1000 hommes sur les 12.000 que compte la MINUSMA. Il est équipé de blindés légers, d'hélicoptères et d'avions de transport, d'hélicoptères d'attaque et de drones. Le ministre français de la Défense, M. Jean-Yves Le Drian, déclare se féliciter de cet acte de "solidarité" à l'égard de la France.

### Djibouti - France

• 28 février 2017 : Visite en France du Président de la République de Djibouti, M. Omar Guelleh.